

*Questions orales***L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**

## LES CONTINGENTEMENTS SUR LES VÉHICULES JAPONAIS

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant en sa qualité de principal ministre chargé du commerce international. D'après l'Association des fabricants de pièces de véhicules automobiles du Canada, si les importations de voitures japonaises ne sont plus contingentées après le 31 mars, les voitures importées et, surtout, les voitures japonaises risquent d'accaparer 40 p. 100 de notre marché et de mettre en péril 20,000 emplois au Canada. Un accord sera-t-il conclu d'ici le 31 mars en vue de maintenir les contingentements sur les importations de voitures japonaises ou d'obtenir des Japonais qu'il s'engagent à créer des emplois, à fabriquer et à investir au Canada à peu près comme se sont engagés à le faire et le font les producteurs nord-américains?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je répondrai au député que, comme il ne l'ignore sans doute pas, des représentants de l'industrie canadienne, du gouvernement canadien, des entreprises japonaises et du gouvernement japonais sont presque constamment en pourparlers. Une annonce sera faite en temps opportun.

## LA PROTECTION DE L'INDUSTRIE CANADIENNE

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse elle aussi au premier ministre suppléant. Le gouvernement s'engagera-t-il maintenant à mettre en œuvre, advenant qu'aucun accord n'intervienne d'ici le 31 mars, des mesures provisoires en vue d'empêcher que le marché canadien ne soit tout à coup inondé de voitures japonaises et, cela, jusqu'à ce que l'on convienne de maintenir les contingentements ou d'amener les producteurs japonais à investir ou à créer des emplois ici de sorte que le Canada ait sa juste part de l'investissement nord-américain? Cela aiderait l'industrie canadienne et permettrait aussi d'ajouter aux milliers d'emplois qui existent déjà dans l'industrie automobile.

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je dirai au député que je prends note de ses instances en les considérant seulement comme telles, soit des instances officielles faites par l'opposition officielle.

## ON DEMANDE LE MAINTIEN DES QUOTAS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. Le gouvernement semble disposé à envisager du moins la suppression des quotas, ce qui serait absurde, à moins qu'il ne trouve une autre solution qui garantirait les emplois. Étant donné que Nissan, le fabricant japonais qui s'intéresse le plus au marché international, a déclaré qu'il n'entendait pas du tout investir au Canada et que Honda et Toyota n'ont fait que de misérables investissements d'environ 100 millions de dollars jusqu'ici, compte tenu de leur chiffre d'affaires au Canada, le ministre va-t-il reconnaître l'importance de notre secteur automobile non seulement pour des villes comme Windsor, St. Catharines et Oshawa, mais encore pour l'ensemble des exportations canadiennes, et nous assurer que le gouvernement ne supprimera pas ces quotas?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, pour répondre au député d'Oshawa, je considère encore une fois sa demande simplement comme une intervention néo-démocrate, sans plus. Quant au chiffre de 100 millions de dollars représentant les investissements globaux des firmes japonaises, il se compare aux quelque 2.5 milliards de dollars que ces fabricants ont investis aux États-Unis ou qu'ils se sont engagés à investir.

## L'INVESTISSEMENT JAPONAIS AU CANADA

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, le ministre a tout à fait raison de dire que les Japonais ont pris des engagements sérieux envers l'économie américaine ces dernières années, alors qu'ils ne l'ont pas fait au Canada. Par conséquent, étant donné que le secteur automobile est non seulement crucial en ce qui concerne les emplois mais qu'il nous a également permis d'exporter pour 25 milliards de dollars l'an dernier, le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il ne supprimera pas les quotas tant qu'il n'aura pas tout au moins obtenu des Japonais qu'ils s'engagent à investir au Canada une somme proportionnelle au montant des ventes qu'ils réalisent ici?

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je n'ai certes pas besoin de rappeler au député d'Oshawa que les quotas qu'il ne veut pas voir supprimer n'ont pas été directement établis par le gouvernement canadien. Ils sont le fruit d'un accord par lequel les Japonais ont accepté de limiter volontairement leurs exportations. Voilà ce qui fait actuellement l'objet de nos entretiens. Nous voulons savoir quelles sont maintenant les intentions des Japonais.

\* \* \*

**LES DROITS DE LA PERSONNE**

## L'URSS—LES INSTANCES AU NOM DE LA POPULATION JUIVE

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le secrétaire d'État est au courant du sort tragique de nombreux Juifs vivant en Russie. Se propose-t-il d'aborder cette importante question lors des entretiens qu'il aura avec les dirigeants soviétiques en Russie la semaine prochaine?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, j'ai bien l'intention de soulever cette question quand je m'entretiendrai avec les représentants soviétiques après avoir participé à des conversations prolongées et à des séances d'information avec les membres de la communauté juive au Canada.

\* \* \*

**LA SÉCURITÉ SOCIALE**

## LE CRÉDIT D'IMPÔT-ENFANT—LA SITUATION À TERRE-NEUVE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, pour éviter toute confusion parmi les députés ministériels, précisons que ce ne sont pas des épinglettes portant notre nom que nous arborons, mais des macarons pour le soutien des Juifs soviétiques. Je suis surprise que le député de Saint-Paul ne le sache pas.